

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Fragilités du libéralisme francophone

Wynants, Paul

Published in:
La revue nouvelle

Publication date:
2005

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
Wynants, P 2005, 'Fragilités du libéralisme francophone' La revue nouvelle, VOL. 10, p. 68-75.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

dossier

Fragilités du libéralisme francophone

Les forces du libéralisme belge sont bien connues: des dirigeants expérimentés et populaires, qui pèsent dans les cénacles de décideurs; une pratique du pluralisme et une plasticité idéologique qui favorisent la coexistence de sensibilités différentes; une capacité à porter des thématiques en phase avec l'individualisme contemporain et avec les aspirations de la nouvelle classe moyenne; un pragmatisme indéniable dans l'exercice du pouvoir. Mais quelles sont les fragilités de ce courant? Essai de diagnostic.

Paul Wynants

Paul Wynants est professeur aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix.

LA PERSONNALISATION DU POUVOIR

Depuis un demi-siècle, il existe un rapport de dépendance étroite de la formation libérale à l'égard de son chef de file, que ce dernier exerce la présidence ou dirige le parti par personne interposée. C'est un peu comme si, à intervalles réguliers, les libéraux éprouaient le besoin de se placer sous la férule d'un leader charismatique aux pouvoirs de plus en plus étendus, dans lequel ils se reconnaissent durant un règne sans partage, avant de le détester, voire de le renverser

de son piédestal. Un tel phénomène est fréquent en politique, mais il atteint rarement une telle intensité dans une organisation démocratique.

Comment expliquer cette hypertrophie du pouvoir personnel, qui cadre mal, en principe, avec la culture politique libérale? Tiendrait-elle à l'histoire de ce courant, qui agrège des sensibilités multiples sans les intégrer pleinement, à défaut de doctrine cohérente et de structures partisans suffisamment prégnantes? En pareil cas, la communion avec un *Lider*

maximo, puis son exécution, pourraient constituer des éléments fédérateurs, qui estompent les singularités et transcendent les différences. La dépendance du groupe à l'égard du chef de file serait-elle une conséquence de l'individualisme libéral? Dans cette hypothèse, seul un grand fauve pourrait tenir les autres mâles dominants à distance respectueuse, puis discipliner la meute pour la conduire en chasse, en rangs serrés.

Quoi qu'il en soit, le phénomène est attesté. Parfois, il prend des proportions assez étonnantes. Ainsi, au temps de sa splendeur (mai 1961 – novembre 1968), Omer Vanaudenhove se considère comme l'architecte du P.L.P.-P.V.V. qu'il dirige en manager, d'une main de fer. Il fait transférer au comité national et surtout au président, qui en désigne les membres, une bonne part des prérogatives des fédérations régionales et des associations locales. Il choisit ses vice-présidents à sa guise. Il tire argument de dissensions pour intervenir d'autorité dans la confection des listes électorales. Après avoir pris l'avis de son entourage, sans même soumettre la question à un congrès, il décide seul de la participation au gouvernement Vanden Boeynants, en mars 1966. En septembre 1967, pour mettre les tensions communautaires sous le boisseau, il se fait octroyer les pleins pouvoirs jusqu'aux élections suivantes. Malgré les accusations d'autoritarisme et d'unitarisme excessif, il tient le cap. Lorsqu'il se retire, les sensibilités régionalistes, trop longtemps bridées, se déchainent, provoquant l'éclatement chaotique du P.L.P.-P.V.V.

Sous Jean Gol, fait observer Marc D'Hoore, le P.R.L. connaît « un phénomène de personnalisation du pouvoir sans équivalent dans les autres partis ». Après avoir pris d'assaut le libéralisme wallon, le Liégeois force sa réunification avec les Bruxellois. C'est lui qui conçoit l'organisation du P.R.L., en définit la doctrine, en façonne l'image et en détermine les alliances, au point que l'action, les idées et le style de sa formation se confondent avec les siens. Il entretient des relations de parrainage avec une garde rapprochée de fidèles, dont Louis Michel, qu'il propulse à la présidence lorsqu'il doit abandonner cette fonction. Il défenestre ceux qui se heurtent à lui, tels André Damsiaux débarqué du gouvernement, ou le député européen Luc Beyer, rétrogradé à une obscure suppléance. Quand des critiques se font entendre, elles ne débouchent sur aucun débat : présentées comme le fait de quelques francs-tireurs, elles sont tenues pour quantité négligeable. Inévitablement, les mécontentements internes se cristallisent sur la personne de Jean Gol, ce qui amène l'intéressé, en fin tacticien, à se retirer de la course à la présidence en 1989 : il laisse passer l'orage pendant que le duo Duquesne-Ducarme brûle ses vaisseaux. Son retour à la tête du P.R.L. se solde par une concentration accrue du pouvoir entre ses mains. Par des réformes statutaires, il se fait octroyer la présidence de droit de tous les organes du parti, à la seule exception de la commission de conciliation et d'arbitrage. La quasi-totalité de l'appareil est constituée de « goliens » de stricte observance.

dossier

De son côté, Louis Michel revendique ouvertement « la solitude de celui qui commande », en l'assumant jusque dans l'adversité. « Louis-soleil de la rue de Naples », ainsi que le surnomme Paul Piret, exerce un leadership pesant et parfois tatillon. Il ne travaille guère en équipe, mais il s'appuie sur son clan, n'hésitant pas à malmenager cadres ou dirigeants par ses ruades et ses foucades. Sous les présidences de Daniel Ducarme et d'Antoine Duquesne, il demeure le leader de la fédération libérale, puis du M.R., qu'il conduit depuis son cabinet ministériel. Le titre qu'il se fait attribuer — celui de chef de file gouvernemental — ne donne pas la pleine mesure de sa puissance. Lorsqu'il s'agit d'imposer des orientations qui suscitent des réticences — il en est ainsi de l'octroi conditionnel du droit de vote aux non-Européens aux élections communales —, la messe est dite promptement: la harangue du Jodoignois est suivie d'un vote à mains levées, sans véritable débat. Personne ne bouge: « Même si certaines de ses décisions faisaient mal, on ne s'exprimait pas parce qu'il était le patron et le titulaire du bâton », confesse Gérard Deprez. Les choses changent après les résultats décevants des élections de juin 2004: comme le chef est déstabilisé, « tous ceux qui avaient des raisons de se plaindre, mais n'osaient pas le faire, se sont lâchés », poursuit le fondateur du M.C.C.¹ C'est la révolte des capitaines contre le clan Michel, dont le patriarche s'auto-désigne candidat au poste de commissaire européen à la Coopération au développement et à l'Aide humanitaire. Il prend du

champ tant qu'il est encore temps, non sans avoir regretté les « sous-entendus vipérins répandus par une moitié d'amis ».

L'INDIGENCE DE LA RÉFLEXION DOCTRINALE

Au cours des années qui précèdent l'avènement de Didier Reynders, le courant réformateur sacrifie manifestement la réflexion doctrinale à l'exercice du pouvoir. Du peu d'attention accordée aux idées au cours de la période récente, examinons trois symptômes: le faible degré d'élaboration du concept de libéralisme social, la piètre estime dans laquelle le M.R. tient certains de ses intellectuels et les déboires du Centre Paul Hymans.

Le concept de libéralisme social n'est pas récent: il est né à la fin du XIX^e siècle, au sein de l'école anglaise. Son idée maitresse est qu'il n'y a pas de véritable liberté, pour les individus, s'ils ne disposent pas des conditions concrètes — un revenu, un logement, l'accès à la connaissance... — pour l'exercer. Il convient, dès lors, de conférer un rôle de régulateur à l'État, et non d'accorder une confiance aveugle aux mécanismes du marché².

Le libéralisme social est exhumé au début des années nonante, à la fin de la présidence de Jean Gol. Ce sont surtout Louis Michel et Richard Miller qui le remettent à l'honneur, à partir de 1996. À certains égards, il s'agit d'un choix de conviction: le premier nommé est issu d'un milieu modeste; le second ne renie pas entièrement son passé de militant de gauche. Il n'empêche que la stratégie politique

¹ *La Libre Belgique*, 27 août 2004.

² Cf. R. Miller, « Le libéralisme est un projet politique », dans *La Libre Belgique*, 3 novembre 2004.

compte pour beaucoup dans cette redécouverte idéologique: d'une part, le libéralisme social est relativement fédérateur au sein du M.R., dans la mesure où il plait aux composantes F.D.F. et M.C.C., même s'il ne séduit guère l'aile droitiste du P.R.L.; d'autre part, il permet surtout à la formation de Louis Michel de tourner la page néolibérale, qui la rendait infréquentable aux yeux du futur allié P.S. Encore aurait-il fallu dépoussiérer ce concept pour l'actualiser, lui donner du corps et le traduire en programme. La fondation du M.R. aurait pu constituer l'occasion de lancer la réflexion doctrinale, mais rien ne bouge alors. Aussi le libéralisme social demeure-t-il « plus qu'un slogan, mais moins qu'un programme », selon la formule de Vincent de Coorebyter. Alain Eraly et Alain Destexhe vont plus loin: selon eux, il reste une coquille vide, dont le contenu n'a jamais été défini.

Pour Eraly, « il y a, au M.R., une méfiance à l'égard des intellectuels³ ». Celle-ci ne serait pas seulement une attitude de certains dirigeants, dépourvus de bagage universitaire, mais un état d'esprit qui imprègne l'ensemble de la structure. En témoignent notamment les réactions qui suivent la publication en 2003 — par Alain Destexhe, Alain Eraly et Éric Gillet — de l'ouvrage *Démocratie ou partitocratie? 120 propositions pour refonder le système belge*. Au lieu de discuter les thèses des auteurs sur le fond, le président Duquesne minimise, sans convaincre, les pesanteurs de la partitocratie dont Destexhe serait, dit-il, un pur produit. Quant à Jacques Simonet, secrétaire d'État aux Affaires européennes, il s'en prend à l'homme,

non à ses idées: « Je suis un peu surpris que quelqu'un⁴ qui, à deux reprises, a bénéficié de son mandat sénatorial parce qu'il était suppléant d'une personne qui est devenue ministre, commence aujourd'hui à cracher dans la soupe⁵ ». S'il fait peu de cas de ses intellectuels, quand bien même ils se tromperaient, comment le M.R. pourrait-il obtenir leur concours, afin d'étoffer sa doctrine et tenter de conquérir une « hégémonie culturelle »? Qu'un Marc Cools revendique « plus de congrès, et moins de barbecues » n'est pas anodin.

Un centre d'études n'est pas seulement une cellule opérationnelle, mobilisable pour concevoir une campagne électorale ou préparer une déclaration gouvernementale. C'est aussi un *think tank*, qui collecte des informations et rédige des notes de synthèse, en vue d'alimenter l'action politique. Plus encore, c'est un laboratoire d'idées qui fait évoluer la doctrine et le programme, en analysant les flux à l'œuvre dans la société. Socialistes, démocrates humanistes et écologistes ont pleinement saisi l'importance de ce rouage. Le politologue Jean Beaufays fait observer qu'à cet égard, « les libéraux ont une faiblesse: ils ne paient pas suffisamment de gens pour réfléchir à long terme, stratégiquement et programmatiquement⁶ ». Le sort réservé au Centre Paul Hymans est révélateur de cette carence. Tout d'abord, il tourne à bas régime, de sorte que les études libérales font pâle figure face à la production de l'Institut Émile Vandervelde ou du Cepess social chrétien. Puis il donne l'impression d'être à l'abandon: il connaît un tel délabrement que les pro-

³ *Le Soir*, 21 août 2004.

⁴ Alain Destexhe.

⁵ *Le Soir*, 15 novembre 2003.

⁶ *Le Soir*, 4 février 2004.

fesseurs de science politique n'osent plus y envoyer leurs étudiants. Enfin, en 2001, le coup de grâce lui est donné: le centre d'études libéral est dissous, et il faut quatre années pour que des initiatives soient prises en vue de le remplacer.

UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA FISCALITÉ

Depuis les campagnes contre « la rage taxatoire », dénoncée par Jean Gol, pourfendeur de la « politique de saint Nicolas » (*sic*), le rapport à l'impôt est devenu la troisième source de fragilité du courant réformateur. Il s'agissait pourtant d'un point fort: le libéralisme, francophone ou flamand, ne cessait de préconiser la gestion rigoureuse des deniers publics; la réforme fiscale constituait son principal cheval de bataille; dans le même temps, il mettait un point d'honneur à diriger l'État avec probité. La figure emblématique d'un Robert Henrion incarnait ces trois orientations. Or voilà que ce label s'écorne: certains analystes y voient une des causes de repli du M.R. (– 0,4 % en Wallonie, mais – 6,4 % à Bruxelles), lors des élections régionales du 13 juin 2004.

Sans doute y a-t-il eu les « affaires » Ducarme et Fournaux, calamiteuses en termes d'image. L'amnésie fiscale du premier et l'aveu d'incivisme du second, qui « n'aime pas payer », sont inacceptables dans le chef de responsables politiques appelés à voter les impôts et à décider de l'affectation de leur produit. Encore faut-il éviter les amalgames: les fautes de quelques-uns ne doivent pas être imputées à l'ensemble du Mouvement réformateur.

Le malaise que l'on éprouve sur pareils dossiers n'est pas dissipé pour autant, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, le P.R.L., puis le M.R., ont tenu sur l'impôt un discours négatif: ils ont contribué à jeter l'opprobre sur ce prélèvement, comme s'il était exorbitant et arbitraire, sans préciser assez qu'il est la source de financement des politiques publiques et des fonctions collectives. Ensuite, le ministre des Finances Reynders a déployé beaucoup d'énergie pour faire aboutir l'amnistie fiscale, pudiquement rebaptisée « déclaration libératoire unique ». Or — nul ne l'ignore — l'opération consiste à passer l'éponge sur certaines formes d'incivisme, plus répandues chez les gros contribuables que chez les petits. En les banalisant, ne leur dénie-t-on pas toute gravité?

Enfin, la façon dont la direction du M.R. a géré les « cas » Ducarme et Fournaux interpelle. Dans le sérail, on connaissait les démêlés fiscaux des deux mandataires. Dès lors, était-il sain de confier au premier des responsabilités importantes, de soumettre le second à une forte exposition médiatique? Sur le fond, la manière dont l'état-major réformateur fait front à la tempête est désastreuse. Elle donne l'impression que les faits eux-mêmes ne sont pas problématiques, aussi longtemps qu'ils ne sont pas rendus publics, mais que c'est leur révélation qui est embarrassante. Quant aux formules utilisées pour commenter les attitudes de Daniel Ducarme, elles sont à tout le moins déplacées: à une « négligence d'artiste » (L. Michel) aurait succédé une le-

⁷ L'argument semble avoir porté en Région bruxelloise, où il existe un électorat M.R. dans certains milieux populaires (*Le Soir*, 13 février 2004).

çon de « courage » (A. Duquesne) administrée lors d'une démission, alors que celle-ci s'imposait à l'évidence...

LE TALON D'ACHILLE BRUXELLOIS

Pour mesurer le poids de ce handicap récent, souvenons-nous de cette consigne donnée par Jean Gol, en 1989: « Le P.R.L. devra veiller, avec une vigilance constante, à rester à Bruxelles le centre de gravité de la vie politique⁸. » Aujourd'hui, ce n'est plus le cas: le bastion réformateur est mis sous pression.

Dès la seconde moitié des années nonante, en effet, la percée écologiste s'est opérée en grande partie au détriment du F.D.F. Après les élections communales d'octobre 2000, la fédération P.R.L.-F.D.F.-M.C.C. est évincée des collèges de Bruxelles-Ville, Ixelles et Molenbeek, tout en devant assumer une guerre fratricide pour le mayorat d'Uccle. Le scrutin régional de juin 2004 confirme la tendance au repli: avec 28,7 % des voix, contre 28 %, et 26 sièges, contre 25 au M.R., le P.S. réalise un *sorpasso* que nul n'aurait pronostiqué, voici une décennie.

La gestion de la Région centrale du pays, avec les socialistes comme partenaires principaux, dégénère en neutralisation réciproque au détriment de la force prééminente. L'instrumentalisation par les bleus de la fonction de ministre-président, pour régler des problèmes internes, fait désordre. En une seule législature, tour à tour, Jacques Simonet s'efface devant François-Xavier de Donnée, évincé de l'hôtel de ville de Bruxelles, lequel cède son portefeuille à D. Ducarme, avant

que Simonet, cruellement qualifié de « cadre spécial temporaire » par Philippe Moureaux, n'en reprenne possession. Le leader de la fédération bruxelloise du P.S. a beau jeu de dénoncer « la valse des ministres-présidents, qui ne renforce pas la crédibilité de la Région et prouve le manque de sérieux du M.R.⁹ ». Un boulevard s'ouvre devant Charles Picqué, député-bourgmestre de Saint-Gilles, qui a présidé aux destinées bruxelloises de 1989 à 1999.

En matière d'immigration, sujet sensible dans la capitale, la ligne de la composante libérale du M.R. est, à la fois, erratique et inadaptée aux réalités de terrain, compte tenu de la naturalisation d'une fraction importante des populations d'origines marocaine, turque ou africaine. D'une part, en effet, le président Ducarme se répand en déclarations sur « l'échec de l'intégration », alors même que Louis Michel tente d'obtenir le droit de vote, très conditionnel il est vrai, des non-Européens aux élections communales. D'autre part, le F.D.F. ouvre réellement ses listes à des candidats issus de l'immigration, tandis que les libéraux ne parviennent pas à « se mettre au diapason de la réalité régionale » (Olivier Maingain).

En interne, les conflits se multiplient. Ainsi, le F.D.F. éprouve des difficultés à se faire entendre au sein du M.R., s'estime victime des errances de son associé libéral et s'interroge sur la pertinence de l'alliance avec les bleus. Ici et là, de part et d'autre, on assiste à des dissidences, fruits d'ambitions personnelles déçues ou de rancœurs de vieux grognards poussés

⁸ *Les libéraux de 1846 à 1996*, Bruxelles, 1996, p. 204.

⁹ *La Libre Belgique*, 13 février 2004.

vers la sortie. Enfin, après le scrutin régional de juin 2004, la cacophonie idéologique s'installe: François-Xavier de Donnée plaide en faveur d'un virage à droite; Alain Destexhe préconise un cap de « modernité démocratique », afin de démarquer le M.R. du P.S.; le F.D.F. et le M.C.C. s'en tiennent au libéralisme social, celui-là même que les deux premiers jugent « dépassé ».

Pour faire contrepoids à la puissance socialiste dans l'espace politique francophone, les libéraux ont axé leur stratégie sur la solidarité, au sein même de leur courant, entre Wallons et Bruxellois: ils y ont vu le levier qui leur permettrait d'étendre leur influence en Communauté française. Or voilà que les mauvais résultats enregistrés dans la capitale produisent de vives tensions entre réformateurs des deux régions. Sans ménagements, les Wallons mettent le doigt sur la plaie bruxelloise, invitant leurs amis à prendre en compte la « nouvelle sociologie » de l'agglomération et à mettre fin à la zizanie qui règne dans certaines des dix-neuf communes. La réplique ne tarde pas. Membre du Parlement régional bruxellois, député à la Communauté française, sénateur communautaire, Alain Destexhe publie, avec l'aide de quelques économistes, un opuscule intitulé *Wallonie, la vérité des chiffres*. De manière polémique, il y conteste « le discours euphorique » sur le redressement wallon. Ancien ministre régional de l'Économie, Serge Kubla se sent personnellement mis en cause. En termes très vifs, il fustige l'ingérence d'un Bruxellois dans des matières qui ne le concernent pas directement. Les invec-

tives fusent. Alors qu'il est en pleine restructuration, le M.R. étale ses divisions intestines sur la place publique. Au même moment, le Parti socialiste jette une nouvelle tête de pont dans la capitale: d'origine liégeoise, mais domiciliée depuis peu à Schaerbeek, Laurette Onkelinx est plébiscitée comme future tête de liste, en vue du scrutin communal dans la Cité des Ânes. Quelques jours plus tôt, Daniel Ducarme a manqué son *come back*: il a jeté l'éponge à Ixelles.

Pour le M.R. bruxellois, les élections communales de 2006 constituent une échéance cruciale. De nouvelles écharpes mayorales sont menacées, non seulement à Schaerbeek, mais aussi à Forest et Anderlecht. Les questions de personnes refont surface. Et Philippe Moureaux guette toute occasion qui lui permettrait de planter de nouveaux oliviers...

ET DEMAIN ?

Nous manquons de recul pour identifier les inflexions qui résulteraient de l'accession au pouvoir de Didier Reynders, après que deux compétiteurs — Charles Michel et Serge Kubla — soient rentrés dans le rang. Il est, cependant, des indications partielles que l'on peut prendre en compte.

Le 10 octobre 2004, par 94,1 % des suffrages exprimés, Didier Reynders, héritier spirituel de Jean Gol, est plébiscité à la présidence du M.R., fonction qu'il cumule avec celle de vice-Premier ministre et de ministre des Finances. C'est beaucoup pour un seul homme, même s'il est secondé par Charles Michel, en quali-

té de porte-parole du M.R. Pourra-t-il concilier ces rôles dans la durée et consacrer suffisamment de temps aux tâches d'animation du Mouvement réformateur? La réponse à cette question dépend en partie de paramètres externes, tels la survie du gouvernement Verhofstadt II. On relève au passage que les difficultés internes, résultant du repli lors du scrutin régional de juin 2004, ne semblent pouvoir se résoudre que par l'établissement d'un nouveau pouvoir personnel: tant Destexhe que Kubla sont sommés de baisser le ton, avant de rechercher une position commune.

Didier Reynders et son équipe devront choisir un cap. Négocieront-ils un virage vers la droite, afin de ramener au bercail les électeurs perdus au profit du Front national et du C.D.H.? Ou, sans nécessairement brandir le concept, opteront-ils pour la continuité, en gardant la ligne du libéralisme social? Le nouveau chef de file a, en tout cas, pris conscience de la nécessité de relancer la réflexion doctrinale et les débats internes. Le 17 janvier 2005, il annonce la création du Centre d'études Jean Gol, dont Hervé Hasquin est l'administrateur délégué, auquel collaborent Richard Miller, Arthur Bodson, ancien recteur de l'université de Liège, et les chefs de groupe. Il s'agit d'alimenter la réflexion sur des thèmes de société, notamment par la publication d'études de niveau scientifique. Dès la fin 2004, le M.R. annonce aussi son intention de « redevenir une boîte à idées », en mettant sur pied une série de débats dans les différentes sections locales et fédérations d'arrondissement. Le but de l'opération

« le M.R. en débat » est d'organiser des échanges entre militants et acteurs de terrain, en vue de « créer l'émulation nécessaire à la naissance de nouvelles idées, pour relever les défis de l'avenir », signale un communiqué officiel du parti.

À Bruxelles, Jacques Simonet et Olivier Maingain semblent mesurer les risques que la désunion fait courir au Mouvement réformateur. Ils s'emploient à éteindre les foyers de tension, avant de remettre le parti en ordre de bataille. On verra, en 2006, si le sursaut escompté a bien lieu et quels en sont les effets sur l'échiquier politique francophone. ■